

0006 Mr JAME

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

CON SEIL NATIONAL
CONSEIL FEDERAL

NOVEMBRE 1977

POUR UN SERVICE DE PROTECTION

Les carences du PSU sur sa capacité organisationnelle -et principalement en matière de sécurité et de protection -sont critiquées, et à juste titre, par de nombreux militants.

Sur Paris, différentes tentatives sont menées pour réorganiser ce secteur vital du parti. Différentes expériences concrètes et réflexions collectives en sont issues.

C'est ce que nous vous présentons dans ce dossier rédigé par le Collectif. Ce dossier doit ouvrir un débat qui sera prolongé. Cependant, les orientations qu'il définit doivent se concrétiser très rapidement; preuve de son aboutissement politique.

.. ~

1. -L'ACTUALITE DU PROBLEME.

tout ce qui est organisationnel, matériel ou pratique ne va pas de soi au PSU et, sans trop poser de problèmes. Il paraît "normal" aux militants de

- payer des cotisations avec retard;
- ne pas proposer la carte aux sympathisants "éternels" ;
- ne pas se soucier du "décrochage" de certains;
- ne pas faire déboucher des luttes sur des adhésions.

On pourrait multiplier ces exemples...

Et pourtant, dans les périodes chaudes, les militants demandent beaucoup; des aides de matériel, financières, politiques, de diffusion, de popularisation... et s'étonnent de la faiblesse des moyens disponibles... Le parti ne donne que peu... fonction de ce qu'il reçoit.

Penser, par exemple, aux affaires liées à la Cour de sûreté de l'Etat ; période pendant laquelle le BN a été littéralement assailli de demandes toutes aussi importantes les unes que les autres. Son manque d'efficacité s'est révélé dramatique... faute de moyens.

Et cette lacune, loin d'être momentanée, loin d'être conjoncturelle... se révèle malheureusement permanente.

1.2 Ce laisser-aller organisationnel s'explique par plusieurs façons;

- l'insertion sociale -extrêmement fournie- des militants qui, pris par de multiples tâches, n'estiment pas prioritaire le renforcement du PSU,
- l'histoire même du parti, beaucoup de sections, cherchent maintenant à se préserver des multiples scissions et débats en se repliant sur une base localiste, - la composition sociale du parti... dans laquelle le pourcentage relativement important de couches intellectuelles ne favorise pas la prise en charge matérielle du parti;
- l'origine des militants (PCF, PS, mao, Eglise) qui les conduit à se méfier
- et à se détourner- des appareils;
- la tradition idéologique du parti qui conduit à un certain basisme.

1.3 Mais on doit aussi s'interroger sur les motivations de l'adhésion au PSU.

On adhère au PCF parce qu'il est le "parti de la classe ouvrière", au PS pour être « efficace ». Par contre, le prolongement « naturel » du militantisme de masse (syndicat, comité local, soutien aux luttes internationales, etc...), lorsqu'on ressent la nécessité de situer son action dans une perspective

plus globale est l'arrivée (et l'adhésion ?) au PSU.

Souvent, il en résulte une absence de cohérence et d'unité le parti ne représentant pas un instrument politique global et direct.

1.4 Et cependant, derrière ces questions d'organisation, c'est bien de la conception du rôle du parti dont il s'agit.

Creuset d'idées, instrument de débat, moyen(s) de lutte, coordination des actions politiques, retranscription et mise en pratique des aspirations visant un changement de société, d'un autre type de rapports?

Le PSU, lui, s'affirme comme un intellectuel collectif, un instrument oeuvrant sur le rapport des forces politiques et capable de les modifier.

Il faut en être conscient et en tirer les conséquences.

1.5 Le débat sur le Service de Protection (désigné dans la suite du texte par SP)

a ici toute sa place. Il est temps de sortir du rythme de survie et de ses méthodes empiriques. Point n'est besoin, pour ce faire, de programme démesuré il importe de se fixer des objectifs limités que l'on puisse tenir dans un certain laps de temps précis.

Le Collectif du SO a fait ce choix il y a déjà quelques années . rompre avec les pratiques informelles, le bénévolat (souvent épisodique et ponctuel) et, surtout, ne pas "attendre", comme ce fut le cas dans une fédération, de se faire attaquer par des nazillons pour organiser un groupe de protection.

Depuis les premières grandes manifestations interdites, lors de la guerre d'Algérie, au lendemain de la création du parti, jusqu'à l'occupation, par la force, des lignes aériennes chiliennes (Lan Chile), le PSU n'a cessé de s'exprimer politiquement par son SP.

Pour mémoire, il a fait accepter la LCR (dans un grand rassemblement pour la paix au Viet-Nam tenu au bois de vicennes) grâce aux poings de ses militants face à la CGT et au PCF.

Il a témoigné sa solidarité avec les condamnés à mort espagnols en occupant avec "son" député de l'époque les locaux du "tourisme espagnol.

Il a, dans la grande marche LIP/Besançon, gardé la place qui lui revenait dans le cortège.

Il a permis que les soldats en lutte (en uniforme) défilent, lors des 1er mai, en bonne place.

Ce ne sont là que des rappels...

Mais, bien sûr, il y a le quotidien, tous les meetings qui se sont bien passés, toutes les manifestations qui se sont bien terminées et toutes les fêtes du parti, sans incident majeur.

Les échéances prochaines... Elles seront liées aux législatives... et la période risque fort d'être trouble et troublée.

La sécurité et la protection du parti, de son matériel, de ses militants doivent être envisagés de façon rigoureuse... sans même qu'il soit besoin de brandir l'épouvantail de notre résistance à la venue au pouvoir de forces fascistes..

nous n'en sommes pas capable...!

Nous avons à craindre des agressions de tous ordres: lettres et colis piégés, bris de vitres, jets de cocktails (d'où incendies) ; plus graves encore

agressions organisées contre les locaux pour détruire nos documents, nos machines

... en un mot, notre capacité de nous exprimer. Plus les vols, bien entendu...

Nous aurons à nous protéger nos meetings, nos prises de parole dans la rue, nos manifestations, nos véhicules -sonorisés ou non.

Comme nous aurons, bien sur, à protéger nos militants, nos responsables en déplacement. .

Nous aurons surtout à faire en sorte que face à toute pression, d'où qu'elle

vienne, le parti puisse, dans les moments difficiles, s'exprimer et rester ce

qu'il est: une voix du mouvement ouvrier.

2. - LA PERMANENCE DU PROBLEME.

Une constante dans le débat... le rôle du SP -outre sa fonction de protection et de défense -où le passage à l'acte est rapide, et donc quelquefois trop hâtif-, de nombreuses questions, plus théoriques, de fond, se posent... Le débat n'est pas neuf et il est loin d'être périmé. Il n'existe pas de réponse «ferme et définitive», ,mais des éléments pour la pose de bases et_l'avancée du débat ont été mises sur pied par le Collectif.

2.1 Poser le problème du SP (si problème il y avait encore quant à son existence), c'est aussi poser celui de la violence.

Quelle(s) réponse(s) devons-nous apporter sur nos lieux de travail, aux manifestations, aux meetings, sur les marchés, dans nos locaux... aux "bandes armées du capital", et autres provocateurs, qu'ils soient simples "agitateurs" ou fascistes patentés?

Quelle attitude devons-nous avoir face aux "forces armées de l'appareil d'Etat" qu'elles soient simples unités de policiers ou groupes de CRS?

Autant d'interrogation sur lesquelles nous n'avons pas la prétention de détenir la vérité, mais auxquelles le parti devra apporter des éléments constructifs de débat. Il en est du secteur organisation, comme au SP : on ne peut avoir un parti efficacement opérationnel si on ne peut croire en son aptitude à peser à court terme sur la "vie politique" quotidienne.

2.2 Le PSU, jusqu'à présent, s'est refusé à voir que la logique de ses positions théoriques impliquait une certaine pratique organisationnelle et qu'il était vital pour lui, en outre, de réfléchir aux problèmes de protection. Actuellement, il n'y a pas de conception globale de la question, et toute solution est trouvée au coup par coup. Chaque lutte, chaque manifestation, chaque opération appelle l'improvisation, réalisée grâce au dévouement de quelques militants disponibles.

Ceci est criticable sur deux aspects:

2.2.L'absence de moyens de notre politique: voir notre incapacité à protéger efficacement certaines manifestations.

2.2.2 L'absence de la politique de nos moyens: nous ne pouvons pratiquement pas passer outre à une interdiction de manifestation sur la voie publique. Nous ne sommes pas capable de nous mobiliser rapidement en cas de nécessité. Nous ne sommes pas capable d'assurer une véritable protection aux responsables qui nous le demandent. Dans certaines manifestations communes avec l'extrême-gauche ou la gauche classique, nous ne sommes qu'une force d'appoint dépendant nécessairement de la capacité d'organisation des autres organisations.

2.3 Il est plus que temps de réagir. Si nous voulons exister sur l'échiquier politique, si nous voulons assurer notre expression, cela passe aussi par une bonne organisation et une participation de tous les camarades du parti.

3.- SERVICE D'ORDRE OU SERVICE DE PROTECTION?

3.1 La protection, la défense, les «garanties» de nos moyens de diffusion de notre politique, ne peuvent se concevoir sous la forme (irréaliste, irresponsable, immature, ...) d'un responsable et de quelques militants convaincus et "formés". Techniquement, ce serait grave, parce que le SP devrait trop en faire. Il ne serait plus capable alors de s'occuper de ce qui est sa fonction première; la protection.

3.2 Le SP ne doit pas être confondu avec le secteur sécurité, problème dont nous n'avons pas à trancher présentement.

3.3 Il apparait, donc indispensable que, parallèlement à un département protection, soit développé dans le parti un secteur organisation qui, lui, s'occuperait de fournir les moyens matériels de réaliser concrètement les décisions politiques (organisation d'un meeting, d'une manifestation, entrepôt ou location de matériel, prévisions des accueils lors des déplacements, etc~..). Ce secteur organisation

doit être suffisamment structuré pour être organisationnel.

3.4 Le SP a donc uniquement à sa charge les prestations suivantes: protection des manifestations dans les rues, protection des apparitions publiques (meetings, fêtes, ventes de TS, ...), protection des déplacements de personnalités, protection des transports de fonds et/ou de documents, protection des locaux, interventions autres, si nécessaire

En outre, il doit penser les problèmes de sécurité de telle manière que devant chaque situation politique nouvelle pour la parti, la capacité de l'organisation ne soit pas atteinte et que la parade puisse être préparée avec le minimum de difficultés. Le SP doit donc être pris en charge par chaque militant de toutes les sections (à ce sujet, voir le PSU-DOC. concerné).

3.5 Le SP est, en outre, la structure motrice d'une manifestation. Il suit les décisions politiques (parcours, dispersions, ...). Il doit empêcher toute provocation et toujours rester maître de la situation. Il a en charge la sécurité de toute la manifestation et doit l'assurer jusqu'au bout.

Rappelons en outre que tout militant du SP ne doit se rendre à une manifestation qu'avec le strict minimum. Il ne doit porter aucune arme, le minimum de papiers d'identité, de l'argent, aucune adresse.

3.6 Le SP doit être structuré concrètement, et ne pas être un simple projet, vide dans la réalité. Il doit être réel.

Le SP dépend directement des instances politiques élues, qui font délégation à un collectif de militants ayant une longue pratique commune du secteur.

Pour être opérationnel, le SP doit être étoffé en troupes et ne pas être le "en plus" des militants... sans toutefois tomber dans le piège de l'élitisme et de la spécialisation exclusive. Il n'a pas à se développer au détriment des activités politique de ses membres.

Une rotation est possible, et même souhaitable.

Cependant, le SP ne doit pas être le «dernier club où l'on cause» il est aussi une activité militante qui ne doit pas être prise à la légère.

La régularité et la rigueur sont deux des éléments primordiaux à son existence réelle, et non théorique.

Le SP ne peut être une "équipe" cohérente et coordonnée, donc efficace, s'il n'existe pas une habitude de travail commune. Bien évidemment, lors des manifestations, des meetings, etc... toutes les sections sont mobilisées. Il est donc important que même les militants dont le SP n'est pas le secteur d'intervention participent à des séances de travail du SP pour se familiariser avec celui-ci.

3.7 Service d'ordre ou service de protection? Notre protection dépendant du service d'ordre, la résonance du mot ne choquant plus, et pourtant sa signification est tout autre parce qu'il ne s'agit justement pas de remettre en "ordre"~ d'assurer l'ordre", ce qui implique une démarche et un résultat totalement différents, pour nous il s'agit essentiellement de protection, d'assurer la sécurité des personnes et/ou des matériaux, de défendre, d'appuyer, de couvrir... dans ces mots s'expriment toute notre action et notre orientation politique.

Les tâches d'un SP ? Un SP doit remplir les tâches les plus diverses et souvent les plus ingrates. Il n'est pas le discours politique, il est l'un de ses outils.

4.- ORGANISATION DU SP.

4.1 Le parti doit tout mettre en oeuvre pour acquérir cette dimension organisationnelle, mais il n'a pas non plus à se transformer en une organisation militaire. C'est un secteur qui ne peut se permettre de se laisser aller: ses défaillances entraînent des conséquences trop lourdes. Il faut donc lui donner une structure solide et les moyens de son action. C'est un secteur qui doit avoir des limites précises d'intervention et dont le rôle et les responsabilités doivent être nettement définis, limités et contrôlés.

4.2 L'organisation. Les membres du collectif sont liés par le secret de leurs délibérations et sont chargés de la conception et du fonctionnement du département protection. Evidemment, le Collectif fonctionne sous contrôle politique. Un de ses membres est intégré au BF

4.3 La formation. Les membres du SP ont une responsabilité particulière. Ils doivent absolument recevoir une formation appropriée.

Comme chaque militant, une formation politique, car c'est la conscience de la nécessité d'un engagement qui permet de trouver la force et la cohérence nécessaires à sa bonne réalisation. En outre, les militants doivent bien connaître et comprendre le fonctionnement et le poids de l'appareil d'Etat pour mieux pouvoir l'affronter.

Une formation sportive aussi, qui doit avoir deux objectifs; d'une part entretenir la forme physique des militants - "pour qu'ils puissent intervenir du mieux possible, d'autre part, créer une cohérence entre les militants dans les actions. Actuellement, le SP poursuit un entraînement régulier.

4.4 Le budget. Le SP doit disposer de certains moyens matériels. Notamment, sont indispensables une camionnette, des sonos, des moyens de communication rapides, des casques de protection, etc...

Un budget sera défini par le BF.

5.- PROPOSITIONS ORGANISATIONELLES.

5.1 En cas de manifestation ou autre apparition importante du parti, présence de membres du BF et du BN mandatés pour prendre sur place les décisions politiques et militaires qui s'imposent.

5.2 La fédération impulsera une campagne type sur la mise en oeuvre d'un plan de mobilisation de chaque section, district, fédération de la grande couronne.

5.3 Le BF et le BN impulseront le débat sur le SP par des contributions dans les organes de presse interne, et lors de réunions de type AG, secrétaires de section, etc...

5.4 Un stage d'été ou d'hiver (de type Les Guillons) sera mis sur pied pour approfondir ces problèmes.

5.5 Un week-end sera consacré à ce sujet avec les responsables SO de chaque fédération importante au début 1978.

5.6 (voir annexe)

Texte adopté par:

LE BUREAU NATIONAL
LE COLLECTIF SERVICE DE PROTECT IOI!

Région Parisienne

PARIS, Octobre 1977

